



Compte- rendu

Conseil
d'Administration



Chamonix, 18 juin 2015



COMPTE-RENDU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 18 JUIN 2015*

*Document non encore officiellement validé. Il sera validé lors de la prochaine réunion du Conseil d'Orientation.

INTRODUCTION PAR LE PRESIDENT MICHEL DELEBARRE

Le président **Michel DELEBARRE** introduit la séance en précisant qu'il s'agit du dernier Conseil d'administration, car selon les nouveaux statuts de l'association qui seront votés lors de l'Assemblée générale, le Conseil d'administration sera remplacé par un Conseil d'orientation. Son rôle, consultatif, sera de "donner des impulsions aux travaux de l'association, proposer des orientations et suivre la mise en œuvre du programme triennal, ainsi que du programme de travail annuel déclinant ce programme triennal". (Extrait de l'article 12-3).

VALIDATION DU COMPTE-RENDU DU 15 OCTOBRE 2014

Le président **Michel DELEBARRE** poursuit la séance avec la validation du compte rendu du Conseil d'administration du 15 octobre 2014, adopté à l'unanimité.

INFORMATION SUR LA VIE DE L'ASSOCIATION

Silvia GOBERT-KECKEIS, responsable de la vie du réseau et des politiques européennes, informe que la MOT compte à ce jour 66 adhérents. Parmi les nouveaux adhérents : la Région Rhône-Alpes, la Communauté de Communes de l'Ouest guyanais, la Ville de Beausoleil, la Conférence Transjurassienne, le Secrétariat du Sommet de la Grande Région ; par ailleurs, le groupe Transdev souhaite relancer son partenariat avec la MOT.

PARTENARIAT AVEC LES MINISTERES ET MEMBRES FONDATEURS

Jean-Christophe BAUDOUIN, directeur des stratégies territoriales du CGET, informe que le CGET se réjouit de la poursuite du partenariat avec la MOT sur la base du programme triennal 2015-2017 qui sera soumis au vote lors de l'Assemblée générale. Il précise que l'appui technique fourni par la MOT au CGET, notamment sur les travaux liés à l'observation, est précieux.

Elisa VALL, directrice du département de l'appui aux territoires à la Caisse des Dépôts confirme également le soutien de la Caisse des Dépôts qui a besoin de l'expertise technique de la MOT, en lien avec ses Directions régionales, pour investir des projets transfrontaliers d'aménagement structurants pour le territoire.

Frédéric BASAGUREN, ambassadeur sur les questions transfrontalières au Ministère des affaires étrangères et du développement international, salue également la qualité et l'utilité du partenariat avec la MOT, notamment pour sensibiliser les services du Ministère et le réseau des ambassades concernées et les informer sur les questions transfrontalières.

COMMUNICATION ET ANIMATION DU RESEAU

Communication

Domitille AYRAL, responsable de la communication, présente l'ensemble des outils de communication de la MOT : la newsletter mensuelle, le site Internet et les ressources réservées aux adhérents comme la base de données d'articles de presse regroupant plus de 7500 articles. Un nouveau support est également produit : un dossier de fiches projets visant à valoriser des initiatives concrètes illustrant le rôle de la coopération au quotidien auprès des populations locales. Diffusé à la presse, ce dossier fait également l'objet d'un partenariat avec le site Mairie Conseils de la Caisse des Dépôts qui rediffuse les fiches projets au sein de sa rubrique "Bouquet d'expériences".

Domitille AYRAL présente ensuite le nouveau portail documentaire et le centre de documentation physique de la MOT qui sera mis en service en juillet 2015. Il s'organise autour de quatre pôles : un pôle "Frontières et Territoires" (plus de 2000 documents), un pôle "Thèmes (près de 800 documents), un pôle "Europe" (plus de 700 documents) et un pôle "Atlas" (près de 40 atlas). Près de 1500 documents sont disponibles en format électronique sur le portail en ligne sur lequel un double accès est créé : pour le "grand public", un accès aux références documentaires et, pour les membres et étudiants/chercheurs, un accès réservé permettant le téléchargement des documents. Le moteur de recherche permet d'effectuer des recherches très ciblées par thèmes, territoires, etc.

Animation du réseau

Silvia GOBERT-KECKEIS, responsable de la vie du réseau et des politiques européennes, informe des activités de la Plateforme des techniciens, qui se réunit une à deux fois par an afin d'échanger de manière interactive entre les techniciens du réseau. Cette plateforme se réunira l'après-midi afin de discuter de l'opportunité de mettre en place au sein du réseau un forum en ligne. Son objectif serait à la fois de faciliter le dialogue direct entre les membres, mais également de concevoir un outil d'identification et de résolution des obstacles à la coopération.

ACTIVITES EUROPEENNES ET INTERNATIONALES

Observation transfrontalière

Olivier DENERT, secrétaire général de la MOT, présente les travaux menés sur l'observation transfrontalière en partenariat avec le CGET. Il souligne l'enjeu de cette thématique liée à la difficulté de mener des politiques efficaces sur les territoires frontaliers en l'absence de données d'observation actualisées des phénomènes transfrontaliers. Il rappelle l'historique des travaux initiés depuis la publication par la MOT d'un Atlas de la coopération transfrontalière, les études menées avec la FNAU et l'Observatoire des territoires du CGET ainsi que les résultats du séminaire de Nancy de décembre 2012 qui a débouché sur un accord entre la France et plusieurs États frontaliers affirmant la nécessité de coordonner leurs démarches d'observation statistique des territoires frontaliers.

Les États partenaires (France + pays voisins) ont ensuite mis en place un comité stratégique transfrontalier composé des représentants des ministères en charge de l'aménagement du territoire, dont le rôle est de coordonner un programme de travail sur des thématiques prioritaires. D'autres partenaires sont associés : les Pays-Bas, la Commission européenne et le programme Interact. La MOT assure le secrétariat du CST. La dernière réunion a eu lieu le 14 avril 2015 et la suivante aura lieu le 3 juillet 2015. Ce CST s'appuie sur un groupe de travail technique qui réunit les représentants d'instituts statistiques nationaux et régionaux, de services ministériels ou d'opérateurs experts. Son rôle est de définir les conditions de "réalisation technique" des objectifs du CST.

Une Plateforme du comité stratégique transfrontalier sur l'observation a été mise en ligne, hébergée sur le site de la MOT afin de valoriser le travail et les publications recensées sur deux thématiques : les flux et l'observation.

Présidence luxembourgeoise de l'UE

Jonathan BOUDRY, en charge des études transfrontalières et de l'expertise juridique à la MOT présente les travaux menés actuellement avec le Grand-duché de Luxembourg, adhérent à la MOT, dans le cadre de sa présidence de l'UE : un séminaire sur les obstacles à la coopération co-organisé le 19 mai 2015 à Luxembourg et une étude sur les obstacles à la coopération. En se fondant sur les réponses à un questionnaire adressé aux acteurs de la coopération transfrontalière dans toute l'Europe, l'analyse a porté sur l'identification d'obstacles juridiques empêchant ou menaçant la réalisation de projets transfrontaliers, ainsi que des pistes de solutions pouvant passer par la création d'un nouvel outil juridique européen. Ces travaux qui doivent se poursuivre avec une seconde étude doivent permettre d'alimenter les réunions prévues par la présidence (réunion du réseau européen des points de contact de la cohésion territoriale ou NTCCP le 9 septembre, réunion des directeurs de l'aménagement du territoire le 20 octobre), dans la perspective de la réunion des ministres du 26 novembre 2015.

Jean RUBIO, en charge des études et du développement européen à la MOT, présente les actions de la MOT dans le cadre de l'anniversaire des 25 ans de la CTE qui seront célébrés lors d'une grande conférence européenne les 15 et 16 septembre 2015 à Esch-sur-Alzette : intervention de la MOT sur le thème de l'emploi, co-réalisation pour le compte de la DG REGIO, avec deux universitaires, Birte Wassenberg et Bernard Reitel, d'une brochure intitulée "La coopération territoriale en Europe : une perspective historique", qui recense l'ensemble des coopérations sur les frontières de l'Europe. La MOT a notamment réalisé l'intégralité des 27 cartes transfrontalières qui illustrent ces coopérations.

Partenariats européens

≡ **CECICN (Conférence européenne des réseaux de villes transfrontalières et interrégionaux)**

Wolfgang SCHMIDT, secrétaire général de la CECICN, représentant le réseau UBC (Union for Baltic Cities) présente les enjeux de ce partenariat européen initié en 2010 : il s'agit d'un regroupement de huit réseaux représentant environ 500 villes en Europe. Soulignant à la fois les similitudes et les disparités de chaque frontière en Europe, l'objectif est de mieux porter la voix commune des territoires transfrontaliers à Bruxelles, afin que les décisions européennes prennent mieux en compte les réalités des frontières. Cet objectif passe notamment par des prises de position communes.

Michel DELEBARRE confirme qu'il est en effet pertinent de porter les réalisations concrètes des territoires et les expériences de chacun au niveau européen et notamment auprès de la Commission européenne. Il souligne qu'à "plusieurs", on fait mieux comprendre l'intérêt qui lie les territoires transfrontaliers en Europe et l'importance de les soutenir.

≡ **Plateforme de Budapest**

Jean RUBIO, en charge des études et du développement européen, rappelle les travaux de la Plateforme de Budapest qui constitue un réseau de structures d'appui au niveau national représentant plusieurs pays en Europe. L'enjeu est d'organiser une meilleure coordination au niveau européen afin de porter les enjeux nationaux de la coopération transfrontalière, comme celui de l'observation et du besoin d'une meilleure coordination entre les Etats sur ce sujet.

≡ **Partenariat avec TEIN (Réseau des Euro-Instituts) et l'ARFE**

Anne THEVENET, directrice adjointe de l'Euro-Institut de Strasbourg/Kehl, souligne l'importance de la coopération entre les membres du réseau TEIN (13 Euro-Instituts ou Universités) et les partenaires associés : la MOT et l'ARFE. Actuellement deux projets européens lient l'ensemble de ces partenaires : un projet qui a été déposé au nom du programme Jean Monnet concernant la réalisation d'un dictionnaire du transfrontalier et un autre déposé auprès du Programme H2020 dont l'objectif serait d'analyser l'impact de la politique régionale et de la coopération territoriale quant à la perception d'une identité transfrontalière et/ou européenne, notamment au sein des populations locales.

François MAÏTIA, vice-président de la Région Aquitaine, également vice-président de l'ARFE et candidat au poste de vice-président de la MOT, souligne l'importance d'un bon partenariat entre les deux structures.

Atelier OPEN DAYS

Jean PEYRONY, directeur général de la MOT, indique que depuis quatre ans la MOT organise (ou co-organise) des ateliers lors des OPEN DAYS qui rassemblent un nombre important et croissant de participants. Cette année la MOT prépare avec l'UNCDF un atelier sur la coopération transfrontalière et l'intégration dans une approche mondiale, qui permettra de comparer des expériences transfrontalières entre l'Europe, l'Afrique, l'Asie du Sud-Est et l'Amérique du Sud. La MOT intervient également dans trois autres ateliers respectivement sur les obstacles à la coopération, l'observation et les agglomérations transfrontalières¹.

STRATEGIES D'ENSEMBLE

Projet européen sur le développement économique transfrontalier

Olivier DENERT, secrétaire général de la MOT, présente le projet lancé en avril 2014 par la MOT sur le développement économique transfrontalier. Co-financé par le programme Europ'Act, il doit se prolonger jusqu'en novembre 2015. Les objectifs sont d'apporter aux acteurs une meilleure connaissance des enjeux du développement économique transfrontalier, de stimuler les projets en fournissant des outils méthodologiques et en encourageant les échanges de bonnes pratiques, et de contribuer à l'évolution des conditions-cadres s'appliquant aux territoires dans ce domaine. Suite à une première phase de diagnostic (janvier - août 2014) et un processus de co-construction des outils (septembre 2014 - janvier 2015) ayant donné lieu à deux sessions de groupes de travail et de nombreux entretiens sur les frontières, la MOT travaille actuellement à la finalisation des livrables du projet : une introduction à la thématique accompagnée de dix fiches projets et un guide pratique. Ces outils, les résultats du projet ainsi que les suites à envisager seront discutés lors de la conférence finale qui se tiendra à Paris, accueillie par la Caisse des Dépôts, le 30 septembre 2015.

ASSISTANCE OPERATIONNELLE

Actualisation des travaux du Groupe de travail parlementaire franco-belge.

Jean PEYRONY rappelle les enjeux de cette étude portée par la Préfecture de la Région Nord-Pas de Calais qui visait à actualiser les travaux du Groupe de travail parlementaire franco-belge de 2013 en réexaminant les obstacles à la coopération et en proposant de nouveaux plans d'actions pour leur résolution. Le rapport final de l'étude, élaboré en concertation avec toutes les parties-prenantes, a été rendu en janvier 2015 et contient des propositions de solutions aux obstacles identifiés. Ce rapport n'est pas encore public et doit encore être validé par le Comité de pilotage franco-belge. Jean PEYRONY précise que cette démarche est unique sur les frontières françaises, qu'elle a été suivie de près par les niveaux nationaux français et belge et que sa transposition sur d'autres frontières serait souhaitable.

¹ Atelier proposé par le Luxembourg : "The need for specific legal provisions in border areas" ; Atelier de la Commission européenne : "Filling the data gap in border regions: the importance of developing meaningful cross-border data for policy making and programme management" ; Atelier de la Commission européenne : "Cross-border urban integration: European groupings of territorial cooperation in twin cities and cross-border agglomerations".

Transport ferroviaire entre les régions PACA, Ligurie et Monaco

Jonathan BOUDRY décrit le contexte de cette étude qui porte sur la création de lignes ferroviaires franco-italo-monégasques devant répondre à des flux croissants (plus de 40000 travailleurs qui vont chaque jour de France vers Monaco et l'Italie). L'étude porte notamment sur la résolution de la rupture de charge à Vintimille qui bloque les trains. L'expertise de la MOT s'est concentrée plus spécifiquement sur le cadre juridique des scénarios de développement. La restitution de l'étude s'est tenue à Monaco en décembre 2014. Celle-ci a donné lieu à la signature entre les trois partenaires d'une déclaration d'intention visant à poursuivre cette coopération.

Expertise technique pour le programme d'Initiative transfrontalière de Développement Local (LOBI/UNCDF) en Afrique de l'Ouest

Jonathan BOUDRY rappelle que la MOT accompagne l'UNCDF (Fonds d'équipement des Nations Unies) dans le cadre du projet LOBI (Initiative transfrontalière de Développement local), qui couvre toute l'Afrique de l'Ouest. L'expertise de la MOT porte sur la mise en place de programmes de financement de la coopération transfrontalière (sur la zone Mali/Côte d'Ivoire/Niger/Burkina Faso).

Jean PEYRONY précise que les adhérents qui souhaiteraient accueillir des délégations africaines afin d'échanger sur leurs bonnes pratiques sont les bienvenus et peuvent contacter la MOT pour une mise en contact.

CALENDRIER

Jean PEYRONY présente le calendrier et les prochains événements du réseau. Il annonce la tenue de la prochaine Assemblée générale en 2016, à Paris, au Musée national de l'Histoire de l'Immigration. La date reste à préciser.